

DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD, PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL, AUX ELUS REGIONAUX

Rennes, le 13 décembre 2018

Mes chers collègues,

L'attentat de Strasbourg donne à cette session une tonalité que nous n'avions pas connue depuis quelques temps, mais qui nous rappelle combien notre quotidien est fragile, combien notre vivre ensemble est un bien précieux à préserver, à faire grandir, à entretenir.

À cet instant et en votre nom, je souhaite assurer au Gouvernement notre soutien, saluer les forces de sécurité, les services de santé et bien entendu témoigner de notre solidarité aux victimes, à leurs familles et à l'ensemble des Strasbourgeois.

L'autre sujet dans notre actualité, et sans aucun lien avec le premier bien entendu, concerne les gilets jaunes.

J'ai reçu avec les présidents de groupe ce matin une délégation du mouvement. Je les remercie de cet échange franc, direct, qui se poursuivra, je l'espère, dans le cadre de la conférence sociale.

Loin des polémiques et des récupérations, je veux vous livrer mon analyse de cette situation, qui interroge profondément notre organisation économique, sociale et surtout démocratique, qui nous interpelle et doit nous faire réfléchir.

Je redis ici bien entendu que je condamne sans réserve toutes les violences que nous avons vues, ailleurs qu'en Bretagne souvent, et ceux qui les encouragent.

La violence, c'est toujours au bout de l'histoire moins de démocratie et plus d'injustices.

Ce mouvement des gilets jaunes est d'abord né sur les réseaux sociaux, d'une pétition mise en ligne en mai 2018. Pendant plusieurs mois ce mouvement s'est amplifié, catalysé par la hausse du prix des carburants, quasiment exclusivement sur Facebook, avant d'éclater en pleine lumière sur nos ronds-points.

Ainsi, ce mouvement populaire, horizontal, s'est développé en court-circuitant les instances démocratiques institutionnelles traditionnelles, avec des aspects positifs, des personnes qui ne prenaient plus la parole ont pu s'exprimer, ont pu prendre part au débat. Et des aspects plus négatifs, avec la multiplicité des points de vue, souvent contradictoires, et l'absence de dialogue construit.

Les élus locaux que nous sommes n'ont pas découvert les difficultés à cette occasion, nous en parlons dans cet hémicycle très régulièrement. Mais cette crise a remis le sujet de la justice sociale au cœur des débats. Il nous revient maintenant de travailler pour que ce mouvement trouve un débouché dans des cadres qui permettent d'aboutir à des débats que j'espère sereins, à des solutions nécessairement concrètes.

Pour ce qui concerne les sujets bretons, les sujets locaux, cela se fera au travers de la conférence sociale. Pour ce qui concerne le grand débat voulu par le Président de la République, c'est les CESER qui ont été mandatés par le Gouvernement pour coordonner les choses. Je salue ici le Président du CESER de Bretagne.

Ce mouvement pose évidemment la question de la fiscalité. Cet hémicycle, comme d'ailleurs la société

française, est sur ce point divisé. Un clivage historique, un clivage fondamental. Personnellement, je me refuse à considérer que l'impôt, les contributions sociales ne seraient qu'un frein à l'initiative économique, un frein à la hausse du pouvoir d'achat. Entendons-nous bien, je ne parle pas de la nécessaire maîtrise de la dépense publique, nous pratiquons ce sport depuis longtemps ici, mais bien de la baisse de l'impôt, présentée comme une fin en soi, comme le Graal capable de résoudre les maux les plus divers, du pouvoir d'achat à la création d'emplois.

La solidarité nationale et l'action publique n'existent que parce que l'impôt et les contributions sociales existent. Baisser drastiquement le niveau d'imposition et les dépenses publiques, conclusion facile tirée rapidement par certains des expressions de ces derniers jours, c'est faire le choix d'une société d'abord individualiste et ceux qui en paieront les conséquences sont d'abord ceux que nous voyons sur les ronds-points aujourd'hui.

Mais pour que notre système fiscal et social soit accepté, il doit être juste. Et sur ce point, force est de constater qu'il est de moins en moins vécu comme tel, ce que nous vivons, ce que nous entendons et ce que les statistiques confirment aisément, pour les ménages comme pour les entreprises.

C'est un débat, c'est un sujet et c'est pour moi le sujet central pour définir ce que nous voulons faire ensemble, ce que nous voulons pour la conduite de notre aventure commune. Et je dois le redire à cet instant, qu'une part de la situation nous échappe. Nous échappe ici au niveau régional, nous échappe aussi au niveau national. La justice fiscale devenant à mon sens un combat européen, particulièrement pour les grands groupes, particulièrement pour les hauts revenus.

Dans le débat qui s'ouvre sur la redéfinition de notre contrat social, je pense que nous avons intérêt à prendre toute notre part à cette réflexion, toute notre part sur le sujet de la fiscalité locale. Prolongement de nos réflexions sur la décentralisation, je pense que nous avons là à travailler pour formuler des propositions robustes et assumées pour alimenter le débat des parlementaires.

Ce mouvement des gilets jaunes, en particulier en Bretagne, pose aussi les limites de notre société dans laquelle une grande partie de notre vie s'organise autour de notre voiture, notre maison individuelle, nos centres commerciaux de plein champs. La moindre hausse du coût de carburant transforme alors ce qui faisait notre liberté en une difficulté de plus en plus insurmontable, accroissant les injustices.

En conséquence, ce mouvement pose la question de nos politiques d'accompagnement des transitions sur le fond comme sur la forme. J'y reviendrai.

Ce mouvement des gilets jaunes est aussi un appel à la dignité, un appel au respect. Ces hommes et ces femmes se sont sentis abandonnés, parfois depuis longtemps, et s'ils ont choisi le gilet jaune, c'est bien pour être vus et considérés, c'est bien pour crier qu'ils existent, c'est bien pour retrouver du pouvoir sur leur vie. Et cet appel à être vu et à peser sur le cours des choses doit être nécessairement entendu, nécessairement compris. Si nous n'y répondons pas, nous savons comment cela se finira, dans la rue comme dans les urnes.

Ce que je veux dire très simplement, c'est que les gilets jaunes sont aussi un signe de la nécessité d'anticiper et d'accompagner les changements, parfois brutaux, qui arrivent, qui surviennent et qui vont se poursuivre.

C'est l'objectif que nous nous sommes fixé en Bretagne avec la Breizh COP. Je sais que parmi les membres de cette assemblée, certains se sont moqués de ce sujet de la Breizh COP, y ont vu une opération de com, une opération de politique politicienne pour surfer sur l'écologie attitude. D'autres y ont dénoncé un concentré de verbiage et de technostructure. Ceux qui pensent cela, je les invite à relire ou à lire tout simplement nos propositions d'engagement au regard de l'actualité.

Plus que jamais, la Breizh COP démontre sa pertinence. Penser la Bretagne ensemble avec toutes les composantes de la société, assumer notre vision sur notre avenir commun, assumer nos limites, nos refus, mais aussi nos espoirs, nos ambitions. C'est mon ambition, c'est l'ambition de cette majorité.

Il nous faut oser poser la question de la mobilité, de la consommation foncière, de la densité humaine, bref de notre politique d'aménagement du territoire ; mais aussi de l'agriculture, de notre rapport à la mer, de l'économie productive, de nos déchets, de nos matières premières, de l'énergie, de la question de la vie de nos concitoyens ; la vie d'aujourd'hui dans nos centres-bourgs, dans nos campagnes, dans nos villes moyennes, qu'elles soient à l'est ou à l'ouest de la Bretagne.

Le Président de la République a fait des annonces de mesures concrètes et de futures concertations. Son intervention était nécessaire et je souhaite que ses propositions permettent de renouer le dialogue et de

sortir de la situation de blocage dans laquelle nous sommes.

Concernant la concertation, je suis attaché, vous le savez, à une décentralisation et à la différenciation. Je ne crois pas au modèle unique.

C'est pour cette raison qu'avant même l'intervention du Président de la République, j'ai proposé de réunir la Conférence sociale en Bretagne, élargie aux représentants des maires, des départements et aux représentants des gilets jaunes. Je souhaite qu'elle soit le lieu du dialogue, comme nous le faisons depuis déjà cinq années avec cette Conférence sociale, pour offrir une situation de sortie à la crise actuelle, mais aussi un lieu d'élaboration de solutions concrètes. Chacun doit prendre sa part, l'État, les partenaires sociaux, les collectivités et bien sûr la Région.

Concernant la mobilité, au cœur de nos compétences, au cœur de la crise que nous vivons aujourd'hui, je ferai des propositions autour de trois axes :

- L'amélioration de notre service de transport, Breizh Go. Nous pouvons encore affiner les dessertes, adapter les flux aux besoins, en lien avec les usagers, en lien avec les collectivités locales.
- La création de nouveaux services de mobilité sur tout le territoire, qui intéressent aussi bien les salariés que les entreprises. Autopartage, transport à la demande, covoiturage, nous avons sur ces sujets encore beaucoup de choses à faire.
- Le soutien enfin pour faciliter le changement de véhicule et encourager la mobilité électrique. Nous pourrions notamment compléter le dispositif proposé par l'État en levant les freins qui subsistent encore dans les cas où c'est nécessaire. Je pense par exemple au sujet du cautionnement.

Chaque territoire a ses spécificités, son histoire, ses pratiques. Ce qui peut fonctionner dans l'un ne fonctionnera pas automatiquement dans un autre. Aussi, les propositions sur la mobilité passeront par des expérimentations coconstruites sur les territoires, appuyées sur les situations locales.

Cela veut dire aussi effacer les frontières entre les différents réseaux de transport, urbains ou régionaux, pour offrir simplicité et fluidité à nos concitoyens. Cela a commencé plutôt à l'Ouest, dans le Finistère, il faut poursuivre.

KorriGo est un actif puissant dans ce domaine, à nous avec les agglomérations, avec les métropoles, d'inventer les solutions qui facilitent vraiment la vie de nos concitoyens, lycéens, étudiants, salariés ou retraités.

J'appelle aussi les parlementaires à voter l'amendement permettant de rendre le calcul de la carte grise progressif. Plus une voiture est puissante, plus vous payez cher votre cheval fiscal supplémentaire. Il faut plus de justice et préserver les citoyens les plus modestes, c'est le sens de cette proposition.

Par contre, je rejette la proposition qui consiste à demander aux Régions de renoncer à leur part variable de TICPE. Nous en reparlerons, mais pour moi c'est une proposition qui n'a aucun impact pour le concitoyen. 30 centimes, 60 centimes par plein, pour une impasse budgétaire de dizaines de millions qui se retrouveront dans nos choix d'arbitrage pour la RN 64, pour les trains, pour les cars qui roulent sur l'ensemble de la Bretagne. Personne n'y gagnerait.

Globalement, je pense que notre rôle n'est pas d'alimenter le concours Lépine des primes dont le seul objectif est de faire des titres dans la presse et sur les réseaux sociaux, mais bien de proposer des solutions concrètes, durables. Nos concitoyens demandent autre chose que l'aumône.

Les transitions qui sont devant nous sont vastes, immenses. Elles nous obligent à beaucoup d'humilité, mais aussi à beaucoup de courage, car nous devons changer nos habitudes. Il nous faut repenser les modèles, repenser les solidarités, repenser à la notion d'usage, à la notion de frugalité, aux désintermédiations en tout genre. Repenser la place du citoyen dans tout cela, du parent, du travailleur, du consommateur, de l'ainé dépendant ou du jeune indépendant en devenir.

Et je n'oublie pas que le dérèglement climatique accentue le dérèglement social. Que l'effondrement de la biodiversité entraîne l'effondrement de l'être humain, cet être humain sachant qu'il sait.

Construire l'avenir en conciliant les équilibres écologiques et les équilibres sociaux est indispensable pour l'avenir de l'humanité. Et pour les plus court-termistes, pour ceux qu'il faudrait encore convaincre, je veux dire que c'est indispensable aussi pour le développement économique.

Énergie, environnement, numérique, économie et même politique, ces transitions sont engagées, elles

sont inéluctables. Subies, elles sont source de tensions, de déséquilibres, d'injustices puissantes. Anticipées, elles permettent d'offrir de nouvelles opportunités pour construire les nouvelles solidarités, nouvelles solidarités ô combien nécessaires entre les hommes, les femmes, entre les territoires et aussi les nouveaux équilibres.

Nous avons déjà par le passé su gérer les transitions par ce que j'appelle les ruptures négociées. Un changement de pratiques, de comportement, de modèle, tout en gérant ensemble ce virage pour ne pas le rater ou le subir.

Nous savons le faire et l'exemple qui nous provient d'un secteur en mutation permanente me vient forcément là à l'esprit, c'est l'agriculture. L'agriculture que nous devons regarder avec fierté. Cette agriculture qui, grâce au travail de nos agriculteurs dans les baies algues vertes, ont permis avec méthode, avec pédagogie, mais aussi avec des accompagnements différenciés de tous les acteurs, de l'Europe au niveau local, de transformer les modèles, de transformer les pratiques et d'aller vers, bien entendu, un modèle gagnant-gagnant-gagnant. Gagnant pour l'environnement, et on le voit dans les résultats. Gagnant pour l'agriculteur et gagnant pour le modèle économique. Souvenons-nous des premières réunions, des tensions, des incompréhensions, des clivages, y compris dans cet hémicycle. Aujourd'hui les résultats sont au rendez-vous et c'est bien autant avec la forme que le fond que cette transition a été réussie. À l'heure de l'agribashing, à l'heure du tout ou rien, réjouissons-nous, félicitons ces hommes et ces femmes agriculteurs, agricultrices, pour cette reconquête de la qualité de vie. Sujet dans lequel ils montrent la voie à beaucoup d'autres ailleurs en France et en Europe. Beaucoup de choses restent à faire, mais nous avons là une victoire qu'il convient de savourer.

Enfin, n'oublions pas, dans cette période de doutes, notre capacité à faire. Notre capacité à faire qui provient de cette énergie renouvelable produite par notre cohésion, par notre identité bretonne. Identité bretonne nourrie de nos cultures, de nos langues, de notre histoire, de notre passion pour l'ouverture aux autres, notre goût pour l'innovation, l'entrepreneuriat, l'aventure collective. C'est un atout que beaucoup nous envient, mais un atout qui s'entretient, qui se cultive, dont nous sommes tous un peu dépositaires.

Nous continuerons l'effort pour accompagner ceux qui font sur les territoires, cette somme d'actions locales qui fait le mouvement régional, notre tissu social.

Nous maintiendrons comme promis nos engagements sur la culture, nous continuerons à considérer notre responsabilité de développer le sport comme outil de développement, de cohésion, mais aussi comme un formidable outil porteur de sens et de valeurs.

Nous poursuivrons nos nécessaires efforts pour les langues de Bretagne, dans une période où nous savons que l'effondrement reste possible.

Nous ne sommes pas les seuls responsables de ces sujets, nous ne sommes pas les seuls dépositaires de la capacité à faire, mais nous prenons notre part comme sur les autres sujets. Nous prenons notre part et nous assumons. Nous prenons notre part, mais nous invitons aussi les autres à regarder, à réfléchir à leurs engagements, à s'engager dans cette cause qui dépasse bien entendu le périmètre de ceux qui maîtrisent et pratiquent une ou des langues de notre Bretagne.

Être tous responsables ne dilue pas les responsabilités des uns et des autres, mais être tous responsables nous oblige à échanger, à nous engager, à nouer des partenariats pour répondre aux enjeux qui sont devant nous.

En conclusion, je veux vous dire que j'ai confiance. Confiance en vous, confiance en la Bretagne, confiance en l'avenir.

Certains d'entre vous étaient présents aux Victoires de la Bretagne à Quimper il y a quelques jours. Cette soirée a montré le meilleur de notre Région. C'était un antidote à toute forme de défaitisme, à toute forme de déclinisme. Nous avons une jeunesse qui s'engage, des chefs d'entreprise qui partent à la conquête du monde, sans oublier leur ancrage local, des chercheurs qui inventent les technologies de demain, des artistes qui mélangent les codes et les cultures, des citoyens qui font vivre la solidarité au quotidien. La Bretagne a tout pour réussir, a tout pour réussir les transitions qui arrivent à grande vitesse.

Soyons convaincus de notre capacité de réussir ensemble, c'est ensemble que nous pouvons préparer l'avenir. *Bevet Breizh*, Vive la Bretagne, merci à tous.